

Chers amis !

Ces derniers jours, les déclarations encourageantes sur le TTIP/TAFTA se sont multipliées. Le ministre allemand de l'économie, Sigmar Gabriel, a **annoncé la "mort du TTIP"** le 29 août. Sa sortie a été suivie le 30 août par des déclarations du ministre français du commerce, Matthias Fekl, et de François Hollande, sur **la volonté de la France de mettre fin aux négociations** du traité transatlantique.



Alors, est-il l'heure de trinquer ? Pas vraiment, malheureusement. En France comme en Allemagne, les élections approchent. Il fait bon faire des déclarations fracassantes sur un traité déjà en pause, afin d'en tirer les bénéfices politiques.

Pire, en attaquant le TTIP, les ministres essaient de faciliter le passage de son jumeau, le CETA, et d'éteindre les mobilisations ! Le tout sans véritablement passer à l'acte, pour l'instant, et sans mettre fin aux négociations.

Une chose est sûre, nous ne les laisserons pas faire ! Assurons-nous que les mots soient suivis d'actes, que le TTIP soit véritablement stoppé, et que ni les gouvernements, ni le Parlement européen n'accepte le CETA.

Dans cette lignée, nous sommes très heureux de partager avec vous les premiers résultats de notre campagne CETA CHECK! À ce jour, plus de 20 000 citoyens de toute l'UE ont envoyé des questions à leurs membres du Parlement européen pour exprimer leurs préoccupations concernant le CETA, l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada. Jusqu'à présent, plus de 1000 réponses ont été obtenues de la part d'eurodéputés.

Avec un total de quinze questions et 700 eurodéputés parmi lesquels choisir, nous avons besoin de vous et de vos amis pour poser davantage de questions par le biais du site du CETA CHECK!, dans les prochaines semaines et prochains mois. Votre engagement sera décisif puisqu'il est possible que le Parlement européen vote sur le CETA avant la fin de l'année.

Faites le CETA CHECK !

Votre pression constante a déjà mené à d'importants changements. En effet la Commission européenne a modifié sa position et proposé un accord "mixte". Cela signifie que les parlements des États membres devront aussi voter le CETA.

Mais la bataille n'est pas terminée pour autant. En ce moment, la Commission tente une nouvelle astuce pour accélérer le processus. Si nos gouvernements l'acceptent (et ils y semblent d'ores et déjà prêts), plus de 90 % de l'accord entrerait en application grâce à un processus dit d'application provisoire. En d'autres termes, le traité pourrait prendre effet avant d'être soumis au Parlement européen et aux parlements nationaux.

De stopper le CETA et d'empêcher la mise en œuvre de l'application provisoire, nous ajoutons un nouveau dispositif au CETA CHECK! En plus d'interroger des membres du Parlement européen, vous pouvez maintenant également questionner ceux qui seront responsables de cette importante décision : les ministres de votre gouvernement. Posez-leur des questions embarrassantes sur leurs propre positions !

Comment nous assurer qu'ils ne vont pas nous ignorer ? Connectez vous sur <https://stop-ttip.org> pour faire le CETA CHECK ! dès maintenant !

Avec toute l'énergie de,
Michael Efler, Dániel Fehér and Stephanie Roth
